



ACTUALITE DE LA RESISTANCE ANTI-IMPERIALISTE

N° 3 / 5 juin 78 / prix 2f 50

SOMMAIRE

pages:

- 3 ZAIRE.....: intervention militaire française
- 5 RFA.....: nouvelles arrestations - jugement de la cour de Hollande
- initiatives de soutien à Klaus CROISSANT- texte de K.
Croissant.
- ITALIE.....: texte des BRIGADES ROUGES
- 11 FRANCE (Paris): Résistance à Paris aux fouilles des flics
solidarité avec les immigrés
- 13 POLYNESIE.....: Procès des sept indépendantistes Tahitiens
- 14 PALESTINE.....: Déclarations d'Abou DAOUD et de Abou SALEH sue les
arrestations au Sud-Liban
- 15 SENEGAL.....: coopération militaire France / Sénégal
- CANARIES.....: manoeuvres de l'armée espagnole
- FRANCE.....: procès en appel des sympathisants NAPAP
- 17: texte du Collectif Anti-Répression Peuples en Lutte

ZAIRE:

=====

Le 13 mai dernier, Giscard était informé personnellement par Mobutu que les "rebelles armés" du FLNC avaient pratiquement le contrôle de Kolxesi et de Mutshatsja et que les troupes zaïroises n'avaient aucune chance de reprendre ces villes sous leur contrôle. La réaction du gouvernement français ne s'est pas fait attendre.

Nous publions ici un extrait d'un interview donné à la revue "Afrique-Asie" du 29 mai par Nathanael MBUMBA, président du FLNC.

"Depuis le déclenchement de notre lutte de libération, le 8 mars de l'année dernière, nos combattants n'ont jamais quitté le territoire national. Pendant ce que Mobutu appelait la "guerre de 80 jours", -et qui, en fait, n'a jamais cessé-, nous avons reçu un appui populaire enthousiaste. Un grand nombre de jeunes avaient rallié nos rangs: des paysans du Shaba et des travailleurs de cette région minière et industrielle en provenance d'autres provinces.

Après l'intervention franco-égypto-marocaine, nous nous sommes dissous dans la nature et nous nous sommes intensivement préparés, cachés dans nos bases à l'intérieur du pays, en vue de l'action d'envergure de ces jours derniers. Nous voulions frapper au coeur les intérêts qui maintiennent le dictateur corrompu Mobutu au pouvoir.

Et, militairement, nous ne sommes pas restés inactifs, bien entendu. Nos combattants ont à plusieurs reprises attaqué les unités de l'armée zaïroise. Ils ont saboté des installations industrielles et des voies de communication, tant au Shaba qu'au Kasai. Ce qui nous permettait de récupérer du matériel militaire, des armes et des munitions que nous avons stockés pour l'opération envisagée.(...)

(...) Quant aux populations, notamment dans cette région (Kinshasa) et dans celle de Kwilu--où, récemment, des rébellions contre les autorités locales ont été noyées dans le sang--, nous étions bien placés pour savoir qu'une répression féroce et généralisée a accru la misère effroyable dans laquelle noyre peuple tout entier vit depuis l'ère colonialiste. Devenus les boucs émissaires de la faillite du régime et de la soldatesque mobutiste, les habitants de ces régions, en particulier, ont subi toute sorte de mauvais traitements, ont été déportés de leurs villages, afin d'éloigner la population des zones où elle risquait d'être influencée par notre mobilisation populaire.

Partout où nous passions, ce n'était qu'un souhait de l'ensemble de la population: quand va-t-on pouvoir se soulever pour en finir avec ce régime? Nous ne pouvions plus attendre. D'un côté, nos combattants étaient impatients de passer à des actions plus dures contre Mobutu et de contribuer à mettre fin à l'injustice. De l'autre, la population était aux limites du désespoir. (...)"

Par l'intermédiaire de Libération, un cadre européen ayant vécu dix ans au Shaba, raconte ce qu'il y a vu:

"(...) Pourquoi ne dit-on pas que les "ex-gendarmes katangais" étaient attendus depuis longtemps, comme des messies, par une population qui est régulièrement décimée par la mortalité infantile (50%; le taux le plus élevé en Afrique, la région la plus riche du continent)? Pourquoi ne parle-t-elle pas du salaire d'un mineur de Kolwezi? De 25 à 30 zaïres, 100 à 150 francs par mois, que le mineur doit partager avec sa famille, composée le plus souvent d'une dizaine de personnes(..)"

Cette même personne, à propos de l'inflation, donne les chiffres de 150 à 300% depuis deux ans. Un cadre supérieur africain gagne environ 600 à 700 zaïres par mois, et dispose de facilités. Un européen gagne en plus le même salaire en Europe, soit 13 fois plus qu'un mineur kolwézien. (Libé, 23 mai 78).

Et pourtant le Zaïre est un pays très riche au point de vue des ressources naturelles: premier producteur mondial de cobalt, cinquième de cuivre, des gisements qui représentent 50 % des ressources mondiales pour les diamants...

Comme dans le cas du Sahara Occidental, il s'agit d'un point stratégique qui est une perpétuelle menace pour les mouvements de libération en Afrique: ainsi l'armée zaïroise, qui est équipée de matériel américain, britannique et français, est formée d'au moins 45000 hommes. Matériel français: hélicoptères Alouette et

Zaïre --Suite

Puma, blindés Panhard, et des Mirages . (sources: dossier CEDETIM)

Et au Zaïre, un dispositif militaire suivant la stratégie de l'OTAN a été mise en place. Il y a en permanence 5000 rangers et GI's dans les bases de Kimina et Kitona. D'autres bases de l'OTAN existent, dans l'île de Bula Mbemba , entre Kabolo et Kongolo, à Kotakoli, à Gambari.

Plus inquiétant encore, cette base pour lancement de missiles qui recouvre plus de 150 000 km², et qui est louée par l'OTRAG ("société pour les fusées et le transport orbital"), ouest-allemande, basée à Stuttgart.

L'Orbital Transport und Raketen Aktion Gesellschaft se livrerait pour le moment, au lancement de fusées dites "atmosphériques". Pour construire cette base les populations ont été chassées, et la société possède sous son contrôle total une surface égale au dixième du Zaïre, (près de Kolwezi), au quart de la France et aux trois quarts de la RFA. Dans ces 1 000 km², l'OTRAG possède un "droit de jouissance intégral". Des compagnies françaises auraient pris part à la construction de la base au point de vue électronique, et les américains, selon certaines sources, auraient aussi aidé. L'importance de cette base et le rôle qu'elle peut jouer dans l'étouffement de soulèvements populaires de grande ampleur est évidente. dans le "Monde" (20 mai 78) "On laisse entendre que cette base a été créée dans la perspective d'une perte des bases stratégiques occidentales dans l'Océan Indien."

Actuellement, l'OTRAG dit d'elle-même qu'elle veut "concurrencer la NASA " et utiliser les moyens du bord pour lancer ses fusées. En fait de l'avis de spécialistes de l'aéronautique, la base serait un terrain d'essais pour les missiles européens, et il y aurait même des lancements de missiles intercontinentaux prévus en plus des missiles nucléaires à courte portée (une centaine de km).

Cette base et sa proximité de la région de Kolwezi est-elle l'une des raisons de l'intervention ? Ce que l'on sait, c'est que les allemands de l'Ouest ont été consultés avant l'intervention..

Un des aspects importants de cette base est le type de ses relations entretenue avec l'Afrique du Sud: l'Afrique de Sud pourrait aussi y procéder à des essais nucléaires...

Au point de vue des exactions présumées des combattants du FLNC, le témoignage de l'envoyé du "Figaro" (27 mai) sur l'armée zaïroise est explicite:

" (...) Vers sept heures du soir, ces soldats zaïrois se mettaient à tirer comme des fous à balles réelles, dans tous les sens et avec tous les calibres. Ils touchaient même un Transall français qui décollait. (...) Ils avaient, on le sait, participé au pillage et au carnage de l'autre semaine, à peine déguisés en rebelles. Mais depuis ils ont continué à voler les rares Européens qui fuyaient encore et ils s'en sont donné à cœur joie contre la population indigène. C'est à ces gens que le 2^e REP abandonne un peu à contre-cœur, il faut bien le dire, la population. Et c'est tout juste si on ne souhaite pas secrètement, que les rebelles soient encore dans la région pour protéger les civils shabaïa des militaires zaïrois! "

Selon le "Moudjahid" du 23 mai 78, rapportant les témoignages d'officiers belges des légionnaires français auraient tué à bout portant six ressortissants européens. Et combien d'autres, parmi la population ?...

On peut saluer au passage la connerie meurtrière de tous ceux qui font de la "théorie" des trois-mondes, en vigueur dans la politique extérieure chinoise, la leur, ce qui leur fait approuver l'intervention au Zaïre comme un frein à l'avancée du "péril soviétique". Ce sont les mêmes qui veulent soutenir le régime du Shah, fidèle adversaire de l'URSS... Et ça se proclame révolutionnaire...

NOUVELLES ARRESTATIONS EN ALLEMAGNE:

Les prisons allemandes continuent à se remplir. Et le cercle des gens arrêtés s'élargit: des militants aux avocats, des avocats aux membres des comités de soutien aux prisonniers politiques et aux amis, toute personne ayant eu une relation quelconque avec ceux que l'Etat appelle des "terroristes" est menacée d'arrestation et cette menace devient de plus en plus souvent réalité.

C'est encore le cas aujourd'hui avec l'arrestation de Doris Braune et Dorit Brücher.

Il faut dire qu'elles habitaient dans une communauté, qu'elles travaillaient dans une imprimerie d'extrême-gauche, qu'elles informaient les conditions de détention. Voilà pourquoi on arrête en RFA!

A la réunion de femmes qui luttent contre la répression, un texte de soutien a été rédigé. Nous le reproduisons ici:

Jeudi 18 mai 1978, la police allemande a arrêté deux femmes DORIT BRUCHER et DORIS BRAUNE à Stuttgart. Elles ont été accusées d'avoir soutenu activement la Fraction Armée Rouge, alors qu'en fait elle faisait un travail d'information sur les conditions de détention des prisonniers en RFA.

Ces deux femmes participaient activement à notre commission internationale des femmes contre la répression.

Elles militaient dans un groupe antifasciste pour défendre les libertés et aussi en tant que femmes qui refusent la place que la société leur a assignée. Par cette répression, l'Etat allemand veut étouffer toute information et toute solidarité.

Les conditions de détention de ces deux femmes deviennent celles des autres prisonniers politiques en RFA: isolement

privation sensorielle

arbitraire des conditions de défense.

Nous demandons à tous les groupes femmes de diffuser cette information, d'apporter leur solidarité:

en écrivant à Doris Braune, Vollzugsanstalt Aichbach, Aichbach, RFA

Dorit Brücher, Vollzugsanstalt Koblenz, Koblenz, RFA.

en envoyant des protestations à l'ambassade de votre pays.

en demandant au tribunal Russel d'examiner les conditions de détention des prisonniers politiques en RFA.

en nous contactant pour des actions plus amples.

des Femmes des mouvements de France, de Suisse, d'Allemagne, de la coordination des femmes noires, réunies à Paris, le 20 mai pour organiser la lutte des femmes contre la répression.

Drôle de jugement!

Bien que ce ne soit pas vraiment notre problème, il est quand même intéressant de noter la décision de la Cour de Hollande concernant KNUT FOLKERTS. Bien sûr cela ne change rien à la décision positive d'extradition tant pour Knut Folkerts que pour Christoph WACKERNAGEL et Gert SCHNEIDER; La cour de Hollande a décidé qu'il était légal de les livrer aux allemands.

Et cependant ce tribunal a déchaîné un véritable scandale en déclarant reconnaître l'enlèvement de H.M. Schleyer comme action politique.

La justice bourgeoise a de ces contradictions.

Inutile de dire que cela ne va pas faciliter le travail des juges allemands.

Eux qui poursuivent une bonne dizaine de militants en les accusant d'avoir participé à une action criminelle, c'est-à-dire cet enlèvement.

De plus point pratique, la justice allemande ne peut pas poursuivre Knut Folkerts pour l'action contre Schleyer. Il va lui falloir trouver autre chose.

Est-ce que cela va avoir des conséquences pour tous les combattants appliqués par l'Etat dans cette action? Certainement. Et cela est important pour la défense.

Inutile de dire que maintenant les pressions se multiplient de la part de l'Allemagne pour que soit accélérée la procédure de ratification de la Convention anti-terroriste, qu'elle a d'ailleurs déjà ratifiée, elle. Cette convention en effet ne s'embarrasse plus des "finesses" juridiques des anciennes juridictions nationales.

Si nous disons au début de l'article que ce n'est pas tout à fait notre problème, ce problème juridique, c'est que bien sûr, nous ne faisons pas confiance au droit bourgeois, ni au droit traditionnel, ni aux nouvelles règles, le droit est toujours au service de l'Etat. Cependant, il est bon d'utiliser toutes les contradictions et de noter que mêmes les règles dites démocratiques en vigueur jusqu'ici pour maintenir une façade de justice sont trop libérales pour les nouveaux Etats.

Nous ne pouvons que nous réjouir que cette règle ait eu suffisamment la vie longue pour qu'un combattant en bénéficie.

=====

nous publierons un extrait de la lettre de Christoph Wackernagel dans un numéro prochain. Cette lettre est déjà assez ancienne. Elle a été écrite par lui après son arrestation en Hollande et son internement.

=====

INITIATIVES DE SOUTIEN A KLAUS CROISSANT:

Bien que le procès soit trop mal suivi, malgré le silence de la presse sur celui-ci, un certain nombre d'initiatives de soutien à Klaus Croissant se sont développées.

Ainsi le 2 mai et le 9 mai, pouvait-on avoir la surprise et le plaisir de voir débarquer, dans la salle du tribunal, un groupe de personnes faisant le signe de la victoire. Ce groupe avait répondu à un appel lancé par des gens de Strasbourg, regrettant le désintéressement de l'opinion publique et invitant les gens intéressés à se grouper pour aller ensemble au procès de Stammheim. Rappelons, si l'on peut dire, que l'entrée du tribunal est "libre" pour ceux qui acceptent de se voir enregistrés par les flics allemands, de passer par plusieurs tourniquets qui les livrent au bon vouloir des flics dans l'enceinte du tribunal, et de se soumettre à des fouilles dégradantes que nous avons décrites dans le tout premier numéros du bulletin.

Mais qui veut la fin, veut les moyens. Et il est très important qu'un public régulier assiste au procès. Cela est vital pour les accusés. Dans le cas de Klaus Croissant, cela est nécessaire pour empêcher l'Etat allemand de triompher et de souligner que l'opinion publique internationale sur laquelle Klaus Croissant a toujours compté, se désintéresserait de lui!

Autre initiative: nous avons reçu un texte d'appel suivant:

Le procès Croissant qui se déroule actuellement en RFA dans des conditions scandaleuses risque de se terminer avant les vacances d'été. Les chefs d'inculpation retenus excèdent celui fixé impérativement par le décret d'extradition.

Le Conseil d'Etat qui a été saisi par Klaus Croissant lui-même avant qu'il ^{ne} soit livré aux autorités allemandes n'a pas encore statué sur la validité de ce décret.

Les événements récents risquent de hâter la mise en place de la convention européenne antiterroriste et la réalisation du projet d'espace judiciaire européen. Ces mesures permettraient aux gouvernements de frapper à leur gré, sous prétexte de lutter contre le "terrorisme", leurs adversaires politiques et supprimeraient toute possibilité d'asile politique en Europe.

Nous demandons que le conseil d'Etat statue au plus vite et en tout état de cause avant la fin du procès de Klaus Croissant sur la validité du décret d'extradition. Nous demandons l'annulation de ce décret."

=====

FLAUS CROISSANT/

DÉCLARATION FAITE A STAMMHEIM LE 2 MAI 1978 "déclaration sur les faits"

Dans ce procès, il y va du droit à la défense, il y va de l'essence même de ce -- qui fait la défense, il y va des limites de la défense --

Ce que l'on fait ici, c'est le procès de la défense, -- c'est le droit élémentaire pour chacun de pouvoir se défendre librement qui est en cause.

La lutte pour ce droit élémentaire des hommes n'est pas limitée à la seule République fédérale d'Allemagne. Elle ne connaît pas de frontières et fait éclater le cadre de ce procès.

Le procès fait à la défense ici à Stammheim n'a -- pas valeur d'exemple seulement pour cet Etat, mais il constitue une menace -- aussi pour les libertés -- fondamentales dans toute cette partie de l'Europe -- sur laquelle la RFA exerce, du fait de son potentiel économique, une domination toujours plus grande

- I -

Ce qui s'est passé lors de la procédure d'extradition montre bien l'extension de la zone de domination de la RFA.

Comme on le sait, j'ai demandé le 11 juillet 1977 -- l'asile politique en France. J'ai expliqué publiquement les raisons de -- cette décision le lendemain à Paris lors d'une -- conférence de presse. J'ai déclaré en particulier:

- que pour la troisième fois et après deux premières arrestations en 1975 et 1976, ma liberté -- était à nouveau menacée,

- que je ne pouvais plus me défendre moi-même dans les procès politiques qui m'étaient intentés, puisque j'étais l'objet d'une interdiction professionnelle,

- que je ne pouvais plus défendre les droits garantis par la déclaration -- des droits de l'Homme et la vie de mes clients, que de l'étranger.

Ce qui a été décisif et qui a fait que je me suis décidé à m'exiler, ce n'est pas ce procès que je voyais venir depuis cinq ans, mais c'est l'intensité devenue insupportable de la répression politique à mon encontre -- et qui se traduisait par:

- les policiers (de la police politique) qui me suivaient pas à pas jusque dans les salles d'audience où j'allais assurer la défense.

- mon cabinet et mon domicile truffés de micros et mon téléphone écouté, Les bâtiments à proximité occupés par la police politique pour sa surveillance.

- l'écoute directe de toutes mes conversations téléphoniques, y compris celles avec mes clients et mes défenseurs.

- Photographie de toutes les personnes péné-

EXTRAIT D'UN TEXTE DES BRIGADES ROUGES:

texte récent-puisque de 1977, cet écrit des Brigades Rouges traite principalement du rôle de la Démocratie chrétienne comme instrument du capitalisme en Italie et du rôle collaborationniste du Parti Communiste italien. Par l'insertion dans le texte du compte-rendu d'actions des B.R., il replace ces actions dans le contexte des analyses politiques du groupe.

- - - - -

Les signes de la crise, qui touche toute la chaîne des pays impérialistes, deviennent de plus en plus évidents.

Si cette crise s'accroît aujourd'hui et devient explosive, c'est parce que les Etats capitalistes sont devenus dépendants les uns des autres du fait du développement des moyens de production; de ce fait, la crise dans l'un de ces pays, qu'elle soit économique ou politique, exerce objectivement une influence décisive sur chacun des autres Etats.

Maintenant, il est devenu clair pour chacun que les instruments politiques, économiques et militaires au moyen desquels l'impérialisme a exercé son pouvoir et dominé sa sphère d'influence jusqu'à aujourd'hui, ne fonctionnent plus. Ils ne correspondent plus aux nouvelles conditions de l'exploitation et de la domination sur les peuples et surtout, ils ne permettent plus de faire front de manière adéquate face aux différentes organisations politico-militaires qui se sont développées en son sein et qui, par leurs initiatives armées, mettent à nu ses contradictions et attirent de plus en plus la classe ouvrière et toutes les couches prolétariennes vers la révolution communiste.

Pour sortir de cette crise dont l'état se referme de plus en plus sur eux et qui laisse prévoir la capitulation de leur système d'exploitation, les grands pays capitalistes tentent aujourd'hui une reconversion de leurs méthodes pour s'adapter aux nouvelles nécessités.

C'est pourquoi, depuis un certain temps, une vaste opération de restructuration est en cours, qui doit conduire à une homogénéisation sur tout le front impérialiste; le but de cette opération est d'essayer d'éliminer les contradictions et les inégalités qui existent entre les Etats du fait des intérêts partiels différents et du niveau différent que la crise a atteint dans chacun des pays.

On ne laisse plus chaque Etat régler lui-même sa crise; c'est le système impérialiste tout entier qui se met à chercher des solutions pour résoudre la crise dans chaque pays.

Sous la direction d'un super-gouvernement qui agit dans l'ombre (la trilatérale: USA, Japon, Europe), ils sont en train de restructurer les organisations internationales (OTAN, IWF, Communauté Européenne etc.) pour en faire les instruments réels de leur domination internationale sur chaque pays; ils fondent de nouveaux organismes semblables à celles-ci pour lutter contre ce qu'ils appellent terrorisme et pour planifier leur attaque contre les avant-gardes de la classe ouvrière et contre les organisations qui combattent; et ce à un niveau continental.

Et surtout ils transforment les différents Etats nationaux en Etats impérialistes au service des multinationales.

De tels Etats constituent alors le meilleur instrument pour restaurer dans chacun des pays, le pouvoir du système impérialiste et pour assurer le contrôle politique, économique et militaire sur les forces sociales et productives. Ils constituent l'instrument idéal pour imposer contre la classe ouvrière les nouveaux modes (niveaux) d'exploitation et plus généralement pour jouer mieux leur rôle d'opresseur du monde entier.

L'Etat impérialiste au service des multinationales devient donc une simple "région du continent, une pièce qui s'intègre organiquement dans le système de la domination impérialiste en Europe.

Lors de la constitution d'un tel Etat, la concentration stricte des structures de l'Etat dans les mains d'un exécutif qui est l'expression directe des organes internationaux de gouvernement et qui garantit et impose la réalisation dans chaque pays de la partie du programme général qui lui revient, est décisive.

Les gouvernements nationaux deviennent de des protectorats locaux qui ont pour rôle d'appliquer, selon les conditions particulières à chacun des pays, les directives du super-gouvernement (la trilatérale).

Il est clair alors, qu'il devient essentiel pour la bourgeoisie impérialiste de former dans chaque Etat un personnel politique capable de diriger l'application des projets économiques, politiques, militaires et culturels dont le capital a besoin dans sa nouvelle phase d'accumulation.

Dans notre pays, la force politique à laquelle les multinationales ont confié la responsabilité de réaliser ce projet contre-révolutionnaire complexe et ambitieux, c'est la DEMOCRATIE CHRETIENNE. Elles lui demandent de fonctionner - comme le pôle politique national de la contre-révolution impérialiste. La D.C. travaille déjà avec ardeur dans cette direction. C'est pourquoi:

La D.C. est le pilier de la construction de l'Etat impérialiste au service des multinationales.

et c'est en tant que tel. que doivent la comprendre toute la classe ouvrière et tout le mouvement révolutionnaire.

- - - -

Depuis la fin de la guerre, c'est la DC qui, dans notre pays, a imposé les intérêts tactiques et stratégiques de l'impérialisme américain; elle a essayé de concilier les intérêts des différents partis bourgeois et a obtenu la formation de majorités capables de défendre les intérêts de la bourgeoisie et en même temps de mener l'offensive contre les organisations de la classe ouvrière et contre les besoins de celle-ci.

Au cours des années elle a toujours su diriger les intérêts de la bourgeoisie; Après la guerre, sous la direction de de Gasperi et alors qu'il s'agissait de chasser les communistes des centres de domination qu'ils avaient conquis pendant la résistance, des organes de l'Etat et des usines; avec le centre gauche, lorsqu'il s'est agi de développer les moyens de production pour pouvoir imposer un autre niveau d'exploitation de la classe ouvrière.

En défendant l'Etat démocratique bourgeois, la DC a essentiellement défendu - les intérêts des grands monopoles et surtout ceux du monopole d'Etat; les intérêts des couches sociales de l'appareil bureaucratique; des organes de l'Etat et ceux des couches moyennes; les intérêts de l'Eglise sous tous leurs aspects, autant économiques que culturels.

Infiltrant ses hommes, dans les organes de l'Etat et dans l'appareil économique (surtout par l'intermédiaire de la participation de l'Etat) et financier, cherchant à recruter sa clientèle dans les différents couches sociales, la DC a toujours pu disposer d'une énorme "masse de manoeuvre", qu'elle a su utiliser d'une manière souveraine lors des élections et qui lui a permis jusqu'à aujourd'hui de gouverner le pays.

La machine de l'Etat qui s'appuyait essentiellement sur cette clientèle, a magnifiquement servi les intérêts de la bourgeoisie tant que ces intérêts se sont développés avant tout sur une base nationale, mais elle est entrée en crise dès qu'une bourgeoisie multinationale impérialiste est apparue et s'est développée avec tout le poids de son influence. Celle-ci pose le problème de la restructuration de l'Etat en tant qu'Etat impérialiste au service des multinationales,

c'est-à-dire un Etat qui ne repose plus sur l'accord de clientèles, mais sur l'efficacité de toutes ses composantes, efficace en ce qui concerne l'antagonisme de classe et reconnu par là par les autres Etats impérialistes comme l'un des leurs.

5. Le gouvernement d'Andreotti est l'expression la plus haute de la volonté de la démocratie chrétienne de "faire un bond politique",...pour se mettre au service de la bourgeoisie impérialiste.

Suivant le chemin tracé par l'Allemagne, élément fort et pionnier de la restructuration impérialiste en Europe, le gouvernement Andreotti a commencé la réalisation de la première étape d'une large restructuration de l'Etat en appliquant les principes de la construction d'un Etat policier sous le masque d'une démocratie grotesque. Depuis plus d'un an, il a promulgué et utilisé toute une série de lois d'exception qui ont brusquement et profondément modifié l'image institutionnelle du pays. Il a restructuré tous les corps de l'appareil d'Etat, pour les rendre plus efficaces, plus adéquats dans la lutte des classes; en outre, il leur a imposé une centralisation rigide pour éliminer les contradictions internes existant entre les différents corps de l'Etat et qui les rendent moins efficaces pour réprimer les forces révolutionnaires.

Ainsi les juges ont perdu tout pouvoir autonome et se sont mis totalement au service de l'appareil policier en formant des tribunaux d'exception et en menaçant les membres des avant-gardes communistes de centaines d'années de prison...

nous continuerons la publication de ce texte dans le prochain numéro.

~~~~~

#### SUITE DU TEXTE DE KLAUS CROISSANT/

trant dans mon cabinet par les "plombiers" de la maison d'en face.

- tentatives d'acheter les employés du cabinet pour en faire d'eux des indicateurs au service de la Sûreté de l'Etat.

- observation terroriste -- sous la forme de voitures de police avec agents en uniforme tout le long du chemin conduisant de mon appartement à mon cabinet -- lorsque je me rendais de l'un à l'autre.

Les ministères parisiens -- compétents ne montrèrent guère d'empressement pour m'arrêter bien qu'ils aient su le lieu et l'heure de la conférence de presse; Face aux pressions réclamant mon arrestation et l'ouverture d'une procédure d'extradition, les autorités françaises ont d'abord réagi avec prudence et contraction.

Il y eut un tournant après l'interview que j'ai donné

suite du texte dans autres numéros et

br. enure.

à la télévision française le 7.9.77. Dans cet interview, je réagissais à la tentative du gouvernement fédéral d'obtenir mon arrestation puis mon extradition en répandant des mensonges selon lesquels je serais caché à Paris -- et soupçonné d'être impliqué dans l'enlèvement de Schleyer et les attentats ayant eu lieu ces derniers mois contre Buback et -- Ponto. On pouvait même entendre dire sur les ondes des radios européennes -- que l'on me soupçonnait d'être le cerveau du terrorisme européen. De telles informations ne sont pas étonnantes quand on sait qu'il y a dans un rapport du BKA du 1.8.77 -- versé au dossier, la phrase suivante: "Croissant est une figure centrale de la scène terroriste -- allemande et internationale". Pour moi, dans ses conditions, il me fallait manifestement répondre directement à une campagne d'informations menaçant ma vie.

~~~~~


Resistance à Paris aux fouilles des flics: = = = = =

C'est quotidiennement maintenant que l'on a des exemples de flics qui dans le métro arrêtent les gens, en choisissant leurs victimes: immigrés, jeunes en général pourvu qu'ils aient un peu l'air "gauchistes", d'une manière générale, les étrangers. Les flics vont jusqu'à fouiller les sacs, et si la personne ne plaît pas elle se retrouve embarquée en destination du poste le plus proche... lieu qui mérite sa triste réputation surtout parmi les travailleurs immigrés, noirs, arabes.

Le 19 mai au métro Châtelet (qui par ailleurs dispose d'un nombre impressionnant de caméras de surveillance...) un groupe de personnes a distribué des tracts pour appeler à résister contre les fouilles des flics et à être solidaires des immigrés qui se font "vérifier leur identité". Nous publions un extrait du tract.

" Monsieur et Madame DEWEVRE (affaire de Bruay en Artois, 1972)
Pourquoi sommes nous solidaires des gens victimes des vexations policières (fouilles, contrôle d'identité, tabassages, embarquements arrestations)

Depuis 1972 (année de l'assassinat de notre fille BRIGITTE) nous nous heurtons à l'hostilité des autorités judiciaires.

Par exemple le 20 juillet 72 a eu le surprenant d saisissement du juge d'instruction PASCAL qui reste actuellement le seul inculpé de l'affaire et dont le procès a lieu le 17 et 18 mai 1978 à Rennes pour violation du secret de l'instruction sur la seule plainte du 1° inculpé, le notaire LEROY de BRUAY.

Et c'est à ce notaire que la justice vient d'attribuer 40 millions de dommages et intérêts sur la base d'un non-lieu et sur lequel continuent pourtant à peser 50 charges.

Et pendant ce temps cette même "justice" nous a refusé l'aide judiciaire et nous a condamnés à payer les frais de justice.

Ce que nous voulons c'est la vérité sur la mort de notre fille.

C'est pourquoi nous posons la question: pourquoi le pouvoir judiciaire fait-il barrage depuis 72 à la recherche et à la manifestation de la vérité?

C'est donc en tant que victimes de cette "JUSTICE" que nous nous entons solidaires de toutes les autres personnes qui elles aussi en sont les victimes.

C'est le sens de notre présence dans le métro aujourd'hui aux côtés de ces personnes et en particulier aux côtés des immigrés contrôlés fouillés tabassés embarqués.

M. et Mme DEWEVRE

EX PRISONNIERS POLITIQUES (FLEURY FRESNES SANTE) SOLIDAIRES DES IMMIGRES

Nous sommes des ex-détenus politiques de l'affaire dite des documents militaires (Novembre 76 mars 77)

Inculpés à partir d'un chef d'inculpation fabriqué par le juge d'instruction SEGUIN de la cour de Sûreté de l'Etat (Violation des secrets de la Défense Nationale, pour un plan de la caserne griffonné sur un bout de papier)

Reconnus innocents à grands coups de NON LIEU.

S'en foutant de leur "INNOCENCE"

Soutenant inconditionnellement l'ensemble des condamnés politiques:

-- paysans et ouvriers inculpés au nom de la loi anti-casseurs ou pour violence à l'égard des membres des forces de l'ordre

-- manifestants contre telles ou telles saloperies des agents du système, prisonniers politiques reconnus ou non comme tels par l'Etat

Nous faisons partie de tous ceux qui luttent pour changer le système injuste que nous subissons tous

Nous sommes donc solidaires des victimes de ce système, solidaires, aujourd'hui dans le métro, des immigrés humiliés, insultés, contrôlés, fouillés, tabassés, embarqués par les plus grands agents de l'insécurité

LES FORCES DE L'ORDRE CAPITALISTE

D'anciens détenus politiques.

Résistance aux fouilles des flics--Suite= = = = =

" DES ETUDIANTS EN DROIT S'ETONNENT DES APPLICATIONS DE LA "LOI"

Depuis 1973, 70 cercueils d'Algériens assassinés en France ont retraversé la Méditerranée. Sur ces 70 attentats racistes la police française n'a arrêté que 4 auteurs présumés: 1 brigadier de police de Marseille, 3 autres personnes qui ont bénéficié d'un non-lieu. (c-à-d aucune suite judiciaire) le matin 6 mai 78. Dans le même temps, la police opère des rafles journalières visant les travailleurs immigrés (maghrébins, noirs) particulièrement dans le métro parisien--ces contrôles que même Pierre BAS (député RPR de Paris) qualifie de rafles systématiques. n'existent pas pour le ministre de l'Intérieur. (le Monde 21 juin 77)

Pourtant vous le constatez vous-mêmes chaque jour, par exemple elles ont failli coûter la vie le 18 février d'un malade interpellé dans le métro comme des centaines de ses frères immigrés. Le ministre de l'Intérieur parle de recréer dans le métro un climat de SECURITE. Mais quelle sécurité et pour qui. Etant étudiants en droit nous apprenons à l'Université que les vérifications ne se justifient que pour rechercher les suspects en cas de flagrant délit (art 53 à 74 OP) ou d'enquête judiciaire (art 75 78 COP). Dans tous les cas elles ne peuvent être pratiquées que sous l'autorité d'un officier de police judiciaire ou pour les mesures de police administratives. ... les travailleurs immigrés que la police quadrate et la justice enferme ou bien les assassins racistes qui bénéficient de l'impunité

des étudiants en droit.

DES INFIRMIERES CONTRE LES PRATIQUES POLICIERES :

Nous sommes un groupe d'infirmières qui travaillons dans un service de rein artificiel à l'hôpital Broussais. Le rein artificiel est le traitement de l'insuffisance rénale par séance d'épuration (dialyse). L'interruption des séances met immédiatement la vie du malade en danger. Voici pourquoi, aujourd'hui, nous venons dans le métro dénoncer les contrôles d'identité, fouilles, tabassages, arrestations des immigrés dans le métro. Nous soignons un certain nombre de malades étrangers: nous savons leur difficulté à obtenir les papiers indispensables à leur séjour en France. Nous savons aussi, parcequ'ils nous en ont fait part, les humiliations que la police française leur fait subir, et ce de façon quasi quotidienne; contrôles d'identité, fouilles, tabassages, arrestations. Nous avons le souvenir en Août 74, d'un dialysé africain, arrêté à la suite d'une dispersion. Il est revenu quelques jours après, dans un état d'intoxication avancé. Pendant un mois environ nous avons subi la présence de deux flics devant sa chambre d'hôpital car il était inculpé de violences à agents !!!! Au mois de Novembre 77 un dialysé Ivoirien de l'hôpital Necker, monsieur OTTARAASSOUMNNNest mort après plusieurs jours en dépôt sans soin. Au mois de Février 78 un malade que nous connaissons disparaît pendant une 20aine d'heures: il a été arrêté dans le métro. Il est arabe. Ses papiers ne sont pas en règle parcequ'il y a quelques mois les services de la préfecture lui ont refusé la carte de séjour. On l'a donc contraint à soit vivre dans l'illégalité, soit mourir. Nous passons sous silence les nombreuses arrestations et fouilles ordinaires.

Face à ces pratiques qui mettent la vie des malades immigrés en danger, qui portent atteinte à la liberté et au respect humain, nous prenons position CONTRE, et ce, PUBLIQUEMENT.

Nous lutterons pour que des certificats médicaux deviennent des documents officiels et soient considérés à leur juste valeur par la police.

L'affaire HURIEZ novembre 72 Où est la justice... Qui est la justice.....

Pour une traite de 78 francs une femme condamnée par itératif défaut à 4 mois de prison. Son fils THIERRY ne pouvant pas supporter la dureté des hommes se suicide.

Résistance à Paris aux fouilles des flics --Suite = = = = =

Une plainte contre le système judiciaire. Elle traîne en longueur.....!!!!!!
Où est la justice. Depuis 6 ans j'engage une lutte contre la justice et la répression qui est pour les plus défavorisés beaucoup plus dure. Je suis aujourd'hui dans le métro car le crime commis il y a trois mois-immigré dialysé embarqué-est une nouvelle forme de répression. SOLIDAIRE avec les immigrés jusqu'au bout contre l'atteinte de leur droit de vivre.
J'ACCUSE LA JUSTICE

Yvonne HURIEZ ."

Nous publierons dans le prochain numéro le compte-rendu d'une action faite en liaison avec celle-ci, qui consistait en la destruction d'un mur séparant deux cités, dont l'une constitue un véritable ghetto pour les immigrés.

= = = = =
Nous espérons que les actions de ce genre se multiplieront, contre les fouilles des flics, contre les arrestations arbitraires et le contrôle systématique, contre les tabassages allant jusqu'à mettre la vie des immigrés ou d'autres personnes en danger. Contre le pouvoir dont disposent les flics parce que nous sommes trop souvent isolés devant eux.

SE PROPOSER AUX FOUILLES DES FLICS. ACCOMPAGNER LES IMMIGRES, BRISER L'ISOLEMENT QU'ON VEUT LEUR IMPOSER. C'EST L'UN DES FRONTS DE NOTRE LUTTE !

= = = = =

POLYNESIE : PROCES DES SEPT INDEPENDANTISTES TAHITIENS .

Le 10 mai, c'était la date de l'ouverture à PAPEETE (Tahiti) du procès des sept indépendantistes Tahitiens. Nous avons publié dans le dernier numéro le texte d'une pétition pour les soutenir face à la justice raciste et coloniale qui peut-être condamnera quatre d'entre eux à la peine de mort.

Le procès a été reporté: en effet deux recours en cassation ont été déposés car la procédure a été truquée, les interrogatoires étaient illégaux. Le procès est donc reporté en Septembre-Octobre.

Devant le peu d'informations qui passent en France à propos de la Polynésie, le Collectif pour l'Information et la Popularisation des luttes polynésiennes organise un meeting le Vendredi 9 juin 78 à 20 heures à l'Auditorium de l'INODEP 34, avenue Reille 75014 Paris (métro Cité Universitaire). Nous publions un extrait de l'appel au meeting:

● Mais la lutte doit continuer. Car aujourd'hui, IL FAUT DIRE CE QU'EST LA POLYNESIE, ce qui s'y passe. Il faut dès à présent témoigner contre:

1) l'occupation militaire et les visées impérialistes: un laboratoire nucléaire en exercice depuis quinze ans. Des atolls qui ressemblent à des gruyères, des cancers en nombre, des populations déportées, des tirs à 8 milliards pièce, 5 millions de km2 de zone marine exploitable à merci dans la prochaine décennie.

2) une économie totalement artificielle. Une économie traditionnelle foutue, des principes communautaires bafoués. Une balance commerciale à peine couverte 8%. Un produit intérieur brut alimenté par le Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP). Un budget territorial dont le déficit plus énorme chaque année est pris en charge par les contribuables français.

3) Une société de classe profondément inégalitaire: une bourgeoisie corrompue et coercitive composée de "Demis" (métis) et de chinois (20 % de la population) qui possède le capital, qui détient le pouvoir politique et économique. Un peuple qui meurt d'une mort culturelle et sociale. 40 % de la population active, prolétarisée. Un SMIC de moitié inférieur au SMIC français, des salaires dans la fonction publique deux fois supérieurs à ceux de la métropole.

4) Un pouvoir local fantoche et verveux: des partis locaux autonomistes ou pro-gouvernementaux, à la solde ou à la tête du capitalisme local. Des partis qui collaborent avec l'administration française pour dénoncer et condamner l'in-

Polynésie -- Suite = = = = =
-dépendantisme.Des élus qui siègent près de l'UDF et du RPR à l'Assemblée Nationale.

5)Une justice de classe, raciste et vénale: UNE JUSTICE COLONIALE TENUE EN ECHEC ET REMISE EN CAUSE AU PROCES DU 10 MAI.Date historique: le procès du colonialisme français et des fantoches locaux a commencé...Il faut le continuer.Nous appelons donc à la mobilisation générale pour obtenir la libération des indépendantistes Polynésiens.Obtenir leur libération et souligner le caractère légitime de leur lutte face à l'illégalité de l'occupation des forces françaises dans une des toutes dernières possessions coloniales."

Nous appelons avec le collectif à venir nombreux au meeting, de manière à déterminer quelles peuvent être les initiatives à prendre à propos de ce procès.

Nous rappelons que les indépendantistes Tahitiens sont victimes de la répression du gouvernement FRANÇAIS, à cause de leur lutte pour la libération de toute la population tahitienne, qui elle est victime de l'empoisonnement nucléaire au cours des essais français...

NOUS EXIGEONS LA LIBERATION DES INDEPENDANTISTES TAHITIENS !
NON AUX CRIMINELS ESSAIS NUCLEAIRES DANS LE PACIFIQUE !

=====

Résistance Palestinienne:déclaration d'Abou DAOUD sur les arrestations

Le 17 avril dernier, des fedayn étaient arrêtés au Sud-Liban sur ordre de Yasser Arafat. Le prétexte utilisé, selon lequel cet important groupe de fedayin serait "infiltré " par des Irakiens, n'est qu'une manoeuvre de plus visant à servir le courant capitulard d'une certaine frange de l'OLP.

Nous publions ici l'explication d'Abou DAOUD , membre du conseil révolutionnaire du mouvement de libération nationale palestinien, qui rectifie les fausses informations à propos de ces arrestations.

" 1)- les éléments en question, sont des combattants du FATH placés sous mon commandement; leurs positions et leurs charges ont été déterminées par moi-même à la suite de l'occupation du Sud-Liban qui a créé de nouvelles exigences.Il s'agit donc de nombreux combattants et non de quelques perturbateurs comme l'indique la nouvelle.

2)-La mission de ces groupes était uniquement de combattre l'ennemi sioniste. Leur conduite et leur discipline exemplaires étaient admirées par tous les citoyens de la région, les autres combattants du FATH et les autres organisations. Personne n'a pu se plaindre d'un seul méfait de leur part; plusieurs d'entre eux sont connus pour avoir participé aux combats du Liban et d'ailleurs.

3)-Cette attaque visait avant tout à frapper les forces nationales démocratiques au sein du FATH et à paralyser par la suite la volonté palestinienne de combattre et soumettre les palestiniens aux plans sioniste , impérialiste et réactionnaire.

4)-Plusieurs martyrs sont tombés au cours de cette agression, d'autres ont été blessés.Leurs photos seront diffusées à la fin de l'enquête pour en témoigner et confondre les exécutants de cette opération qui ont fait disparaître les cadavres.

En évitant de faire couler le sang, les groupes ainsi attaqués ont fait échec aux agresseurs qui voulaient le massacre.Cela a impressionné les éléments et officiers chargés de les abattre.Ainsi nous avons épargné un sang qui nous est cher et limité la dégradation de la situation."

ABOU SALEH, membre du comité central du mouvement de libération nationale palestinien, analysait de son côté le sens de ces arrestations:

" La grave décision, concernant les derniers événements au Sud-Liban, a été prise délibérément en dehors et contre la volonté des instances organisationnelles et de la base démocratique, en dépit de la tradition historique du fonctionnement du "FATH".

Arrestations au Sud-Liban -- Suite = = = = =

Cette décision marque la permanence des tentatives visant à faire dévier le mouvement de sa ligne nationale démocratique, pour le ramener dans le courant de la capitulation, représenté par Sadate et ses alliés réactionnaires arabes.

Nous entendons nous opposer à la poursuite de ce processus pour préserver l'unité du mouvement et la continuité de la lutte révolutionnaire, dans le cadre d'une ligne juste et clairement définie, résolus à déjouer les pressions et les complots.

Le mouvement "FATH", à travers son histoire et ses expériences, a donné des leçons à tous ceux qui ont tenté de le dévoyer au profit de la réaction. Il restera, envers et contre tout, capable de préserver son unité, fidèle à ses objectifs et à ses principes. Fort de sa longue expérience, de sa détermination, de la prise de conscience de ses cadres et de ses militants, il s'opposera à la réaction et à tous les complots de l'impérialisme.

Le complot actuel vise essentiellement l'unité du mouvement palestinien après que l'invasion et l'occupation du Sud-Liban par les forces sionistes aient échoué dans leur tentative d'engager la révolution sur la voie de la capitulation.

Ainsi, nous appelons les bases de la lutte palestinienne à définir et à mettre en œuvre immédiatement un plan détaillé et un programme politique précis, consolidant l'unité de la résistance, en vue de s'opposer réellement à la capitulation et de poursuivre la lutte contre l'ennemi sioniste sur une base de solidarité avec le mouvement national libanais et toutes les forces nationales démocratiques arabes et mondiales."

Il nous a semblé indispensable de publier ces rectifications, alors que de son côté Yasser Arafat se déclare disposé à "faire cesser toute manifestation militaire au Sud-Liban" et parle des "infractions" commises au Sud-Liban...

Le rôle des Casques Bleus de la FINUL (Force Intérimaire des Nations Unies au Liban) est clair, il s'agit de relayer les troupes sionistes, de faire croire à leur retrait, et pourtant Arafat, pour l'OLP, assure le Premier Ministre libanais qu'il tentera de "faciliter la mission de la FINUL"...

= = = = =

Coopération militaire France-Sénégal

Selon le quotidien sénégalais "le Soleil", des manoeuvres militaires auraient eu lieu du 19 au 26 mai dans le Sénégal oriental, dans le cadre de la coopération franco-sénégalaise pour les accords de défense entre les deux pays.

Le principe de ces manoeuvres serait de tester d'une part les forces sénégalaises dans le cas d'une agression extérieure, et d'autre part l'application de cette coopération entre la France et le Sénégal.

Les exercices auraient mis en œuvre 500 véhicules et 1500 hommes, avec la participation des unités de force françaises stationnées à Dakar, d'une compagnie d'intervention venant de France, et d'une patrouille d'avions de chasse "Jaguars". Du côté sénégalais, les unités de la région du Sénégal oriental étaient renforcées par des unités de l'armée de terre et de l'air, d'un escadron de la légion d'intervention de la gendarmerie." (

A l'occasion de ces manoeuvres qui mettent une fois de plus en évidence les relations militaires entre les deux pays, on peut se demander ce qui se prépare de nouveau: n'était-ce pas le Sénégal qui avait été choisi comme relais logistique pour l'opération "Verveine" à propos du Zaïre, par la France, en 1977 ?

Dakar, qui abrite nombre de conseillers français (dans l'appareil de pouvoir), soutient les mercenaires de l'UNITA de Savimbi, a soutenu les mercenaires dans l'agression aéroportée contre la République Populaire du Bénin en Janvier 77, a vu se former le projet d'une alliance entre la France et certains pays africains. Enfin la base d'Ouakam, dont le commandement dépend de Paris, est le point d'appui des Jaguars français qui bombarde les Sahraouis et attaquent le FROLINAT.... Pour le transport des paras au Zaïre cette année, il semble que

Coopération militaire france- sénégai -- Suite = = = = =

le Sénégal n'ait pas servi et que la France se soit contentée de la base de Solenzara en Corse pour accueillir les avions américains en destination du Zaïre. C'est de Solenzara que sont partis les paras français qui aujourd'hui prêtent main forte à Mobutu en pourchassant les "rebelles".

Ces manoeuvres au Sénégal ne sont pas les seules actuellement à se dérouler en Afrique: l'armée espagnole s'entraîne aussi aux Canaries.

Manoeuvres militaires de l'armée espagnole aux Canaries:

Selon le quotidien "El Moudjahid", la marine, l'armée de terre et l'aviation espagnoles commenceront le 5 juin 78 d'importantes manoeuvres militaires appelées "Canaries 78" dans l'île de Ténérife. Ces manoeuvres mettront en jeu plus de 700 hommes. Au programme sont prévus la "prise" du port de Santa-Cruz par des unités d'intervention rapide de la marine, puis un débarquement à Los Cristianos, au sud de l'île.

Décidément les manoeuvres européennes dans le continent africain, simulées ou non, sont de plus en plus nombreuses...

= = = = =

PROCES EN APPEL DES SYMPATHISANTS NAPAP:

Selon certaines informations que nous espérons pouvoir confirmer le plus vite possible, l'audience en appel aura lieu le 30 juin 78 à Paris pour les trois sympathisants NAPAP condamnés le jeudi 23 mars 78 à 10 ans de prison chacun. Ils étaient accusés de transport d'armes. On se souvient du boycott presque total de la presse sur les prisonniers, ou des articles minables dont le but n'était que de tenter de tourner en dérision le sens politique de l'action de Michel Lapeyre et Frédéric Oriach, et Jean-Paul Gérard. Quoique les journalistes verveux aient pu en dire, personne ne pourra nier la lutte continue que ces trois prisonniers ont menée avec leurs camarades en prison. Les "tristes petits lampistes" (selon Michel Kajman, le Monde) ont su montrer qu'ils n'étaient pas prêts à se déclarer vaincus par la répression des matons, et qu'ils sont déterminés à combattre l'isolement de tous les prisonniers en général.

Il est impératif que nous soyons nombreux à les soutenir lors de leur jugement en appel le 30 Juin. Nombreux pour les soutenir face à la justice, pour exiger leur libération, nombreux pour montrer que le mur de silence que l'on veut imposer autour d'eux n'existe pas, pour montrer que leur lutte n'est pas vaine.

A l'heure où tous les prétextes sont bons pour aggraver encore les conditions de détention des prisonniers (en particulier les prisonniers qui résistent à l'enfermement) nous devons assister massivement à leur procès.

FRISER L'ISOLEMENT !

Le 30 juin au palais de justice de Paris.

= = = = =

Texte du C.A.P.L., Collectif Anti-répression Peuples en Lutte:

Nous avons indiqué que nous désirions faire de ce bulletin ^{un journal} où les différents groupes et initiatives prendraient l'habitude de s'adresser pour communiquer leurs informations et projets d'actions afin de contribuer réellement à établir un front de lutte anti-impérialiste contre le pouvoir ~~ici~~. De nombreux groupes ressentent ~~semble-t-il~~ ce besoin car nombreux sont déjà les textes et communiqués envoyés au journal.

Nous publions ici un texte du C.A.P.L. demandant l'amnistie et la libération des prisonniers politiques:

AMNISTIE ET LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES:

Ce mot résonne comme un cri d'espoir...

Souvent lancé à propos d'autres Etats, il est rarement utilisé à vocation française... Pourtant l'Etat français détient dans ses geôles plusieurs dizaines de militants communistes, anticapitalistes ou anti-impérialistes.

Ci pour les militants proprement appelés "politiques" parce que les actions dont ils sont accusés auraient un caractère strictement politique (affrontement avec les forces répressives, reconstitution de ligues dissoutes, destruction de bâtiments avec explosifs etc.). Ces militants anti-impérialistes, membres des NAPAP ou du FRI, séparatistes corses, bretons, basques, antillais, autonomes sont connus.

Il faudrait ajouter à tous ceux là, tous ceux dont l'origine politique de leur comportement n'est pas contestable, même si en termes de justice bourgeoise, ce sont des droits communs. (rappelons-nous le cas un peu ancien de Goldmann, et celui plus récent de Leguen et de ses camarades).

La libération et l'amnistie des prisonniers est une revendication politiquement importante car elle implique:

- 1) que l'Etat français détient des otages politiques,
- 2) que l'action politique violente n'est qu'un des aspects de la riposte à la violence capitaliste et étatique.

L'amnistie doit être TOTALE, c'est-à-dire qu'elle ne doit subir aucune restriction et en particulier qu'un condamné amnistié ne doit pas avoir à payer d'amende ni de dommages et intérêts comme c'était le cas dans le passé.

En effet, l'amnistie ne survenait qu'après le paiement des amendes et frais de justice alors que le refus peut entraîner l'incarcération du récalcitrant (cela porte le nom charmant de "contrainte par corps").

De même, sous le prétexte de leur nature civile, les dommages et intérêts n'étaient jamais supprimés et l'amnistié devait payer pendant des années la "victime". Dans la plupart des cas, cette dernière se révélait être l'Etat ou un membre des forces de répression ou un exploiteur capitaliste.

C'est pourquoi, il faut que l'amnistie s'accompagne d'une libération immédiate sans restrictions pour l'avenir.

une réunion a eu lieu le 20 mai en vue de développer cette campagne. Nous n'en avons pas encore eu d'échos

Le 9 juin, d'autre part se tiendront à Rennes des assises bretonnes à Rennes sur l'amnistie des prisonniers politiques et leur libération.

=====